

<http://ugtg.org/spip.php?article1181>



Ki moun ki ka tchouyé Transpo é Transpowtè GWADLOUP ?

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 10 mars 2010

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Pèp Gwadeloup,

En 3 ans, le Conseil Général a réussi à tuer plus de **400 entreprises de Transport de Voyageurs**. **400 entreprises et donc 400 entrepreneurs et leur famille** sont en train d'être mis à la rue et poussés à la mendicité, à l'occasion d'une soi-disante réorganisation du Transport Public de Voyageurs.

AN KI JAN SA PÉ FET

En effet, en mars 2007, sous prétexte de réorganisation du service public de Transport des Voyageurs, le **Conseil Général** demandait aux transporteurs individuels de se regrouper en société, pour continuer de travailler sur le réseau dont il a la charge (toute la Guadeloupe sauf le Sud Basse-Terre).

Près de **150 transporteurs** acceptent ainsi de constituer **11 sociétés**.

Certains vendent leur véhicule et arrêtent toute activité. D'autres vendent leur ligne à des Transporteurs mieux informés. Cela permettait à de nouveaux affairistes d'arriver en position majoritaire dans les nouvelles sociétés constituées, puisque ces sociétés sont créées sur la base d'une ligne égale une action.

Auparavant, près de **120**, les plus âgés étaient incités à quitter totalement la profession. Ils obtenaient pour cela une **"aide au départ de 70.000 Euros"**, censée indemniser leur dizaines d'années d'activités.

D'autres enfin refusent d'arrêter leur activité et continuent de rouler "sans convention" avec le Conseil Général, refusant ainsi d'être des actionnaires-salariés payés au SMIC, ou encore d'être des actionnaires minoritaires sans revenus. Ils réclament de continuer de travailler en sous-traitance.

YO TINI RÉZON

Wi, contrairement à certains petits actionnaires mal informés qui ont tout perdu : ligne, bus, activité, revenus... les **"clandestins"** ont compris très tôt l'arnaque qui se révèle aujourd'hui.

Mi foto'ay :

- " la quasi-totalité de ces 11 groupements sont au bord du dépôt de bilan,
- " les lignes se chevauchent et certaines sont même réduites et sont en concurrence avec celles gérées par la Communauté du Sud Basse-Terre (CCSBT) et bientôt avec celles du Syndicat du Petit Cul de Sac Marin qui regroupe les communes de Pointe-à-Pitre, Abymes, Baie-Mahault, Gosier
- " certains actionnaires majoritaires contrôlent les groupements et accaparent les recettes gagnées collectivement avec leur société, qu'ils n'ont d'ailleurs jamais arrêtées
- " les rares clients se plaignent du manque de régularité du transport et des temps d'attente
- " les contrôleurs ne disposent d'aucun agrément pour la vérification des titres de transport des passagers
- " les sociétés continuent de se faire la course pour "baré" le client

C'est pour cela qu'avec le mouvement **LKP** nous avons obtenu un accord avec le Conseil Général, qui s'engageait à vérifier par audit les conditions d'organisation du Transport et les modalités d'attribution et d'exécution des Délégations de Service Public (DSP).

Nous avons également réclamé l'indemnisation des Transporteurs qui ont décidé de ne plus continuer de travailler devant l'opacité et le manque de rentabilité du système et revendiqué la possibilité pour ceux qui sont en règle de travailler en sous-traitance pour les titulaires des DSP.

Un premier rapport nous a été transmis le 06 mars dernier. Seulement, ce rapport administratif interne, appelé pompeusement audit, ne répond nullement à nos revendications.

KONSEY JÉNÉRAL MÉLÉ

Wi le Conseil Général mélé davwa pour rendre rentable son organisation, il doit éliminer des sociétés de transport. Le marché étant réduit, moins il y aura des sociétés pour l'exécution du marché, plus celles qui travaillent pourraient être rentables.

Aujourd'hui, nous assistons donc à des regroupements de groupements.

Dans peu de temps 7 groupements disparaîtront, certainement avant la fin de leur convention fixée à 12 ans. Et bien évidemment, les derniers transporteurs qui ont cru à la réorganisation seront liquidés au profit bien évidemment de grosses sociétés transnationales (**Transdev, Véolia, Kéodis**)

Pèp Gwadeloup, il n'est pas nécessaire d'être un énarque pour comprendre que nos élus au Conseil Général sont des fossoyeurs d'entreprises.

Ils savent que le Transport Public de Voyageurs n'est pas rentable en l'état. Ils savent que les sociétés constituées sont sous capitalisées et que jamais elles ne pourront faire face aux obligations de DSP (**effectif salariés, bus quasiment neuf, 14 heures d'amplitude du service par jour, travail les week-ends et jours fériés**).

Ils savent qu'ils vont devoir **mizé** dans ces sociétés s'ils veulent les protéger de la faillite, au mépris des règles relatives à la concurrence. Ils savent qu'ils doivent doter les circuits, en arrêts de bus sécurisés, en voies de dégagement, en couloirs de bus, en campagnes d'informations, en gare routière propre, pour inciter les usagers à laisser leur véhicule individuel et utiliser les transports collectifs.

Men yo pwi a fòs magouyé...

Pour rendre les transporteurs responsables de leur mauvaise gestion et de leur politique mafieuse, ils organisent la liquidation des entreprises et répètent à longueur d'antenne que les transporteurs sont divisés ; **gwadeloupéyen pa solidèw...**

**NOU BON EVE SA
SOLIDARITÉ AVEC LES TRANSPORTEURS**

Ki moun ki ka tchouyé Transpo é Transpowtè GWADLOUP ?

Nous avons été invités à discuter une nouvelle fois le Mercredi 10 Mars 2010 au Conseil Général.

Nous persistons à réclamer :

- " le droit au travail de tous les Transporteurs ;
- " l'indemnisation de tous les Transporteurs candidats au départ ;
- " le respect des Accords du 4 mars pris avec le LKP.

**PARTICIPONS TOUS AU MEETING DU VENDREDI 12 MARS 2010
A 19 H DOUVAN BIK LA LAPWENT**

**Tan a mitan fini, tan a tanmi rivé
JOU NOU KÉ MÉTÉ A JOUNOU PÉKÉ VWE JOU !**

P-à-P, le 09/03/2010 UTV-UGTG